

ARRÊTÉ MUNICIPAL

OBJET : MISE EN PLACE D'UNE NACELLE POUR TRAVAUX D'ENTRETIEN D'ANTENNES DE TELEPHONIE MOBILE – FERMETURE DE LA RUE PARC EN ESCOP LES 18 ET 19 AVRIL 2018.

Le Maire de la commune d'Auray (56400),

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2213-1 et L.2213-2,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière ;

Vu le code de la route et notamment l'article R. 411-25 ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 (8^{ème} partie) ;

Vu la demande de l'entreprise SNEF d'effectuer des travaux d'entretien d'antennes de téléphonie mobile les 18 et 19 avril 2018 ;

Vu l'arrêté municipal du 05 octobre 2001 relatif à la réglementation permanente relative aux conditions d'exécution de certains travaux courants et de maintenance ;

Vu l'arrêté municipal en date du 10 Avril 2014 portant délégation de signature aux adjoints au maire et aux conseillers délégués ;

Considérant que des mesures de sécurité doivent être prises tant pour les piétons que pour les usagers de la route ;

Considérant que l'utilisation d'une nacelle PL 40m par l'entreprise SNEF, nécessite des restrictions à la circulation des véhicules, que par ailleurs la police de la circulation en agglomération relève de la compétence et de la responsabilité du maire, qu'à cet effet, il doit prendre toutes les dispositions de nature à assurer la sécurité générale de la circulation routière et pédestre des personnes ;

ARRETE

Article 1

A partir du 18 avril jusqu'au 19 avril 2018, la rue Parc En Escop sera impactée par des travaux d'entretien d'antennes de téléphonie mobile disposées sur le château d'eau situé au n°5 rue Parc En Escop. Cette intervention nécessitera la mise en place d'une nacelle sur la voirie.

La rue Parc En Escop sera fermée à la circulation sur le tronçon entre le n°3 et le n°9.

Une information de rue barrée sera mise en place aux intersections avec la rue du Cimetière d'une part, et avec la rue du Printemps d'autre part.

La signalisation sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux, en accord avec le technicien de la commune.

La circulation sera remise en service le soir.

Article 2

Le stationnement des véhicules sera interdit sur l'emprise du chantier en tant que de besoin. L'entreprise SNEF devra disposer en temps utile la signalisation adéquate. Tout véhicule dont le stationnement gênerait l'exécution des travaux pourra faire l'objet d'une mise en fourrière, les frais étant à la charge de l'automobiliste contrevenant.

Article 3

L'entreprise intervenante est chargée de la mise en place et de l'enlèvement de la signalisation temporaire de chantier qui devra être conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 (8^{ème} partie), susvisée. L'entreprise en charge du chantier devra en particulier appliquer les prescriptions suivantes :

- Mettre en place la signalisation réglementaire de chantier ;

- Prendre les mesures appropriées de sorte que les travaux causent le moins de gêne possible aux usagers ;
- Assurer constamment la circulation des piétons en sécurité ;
- Assurer la desserte des propriétés riveraines, aux bouches d'incendie et autres dispositifs de sécurité, l'écoulement des eaux de la chaussée et de ses ouvrages annexes et, d'une façon générale préserver le fonctionnement des réseaux des services publics.
- Prendre sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les mesures relatives à la sécurité de la circulation conformément aux instructions des services techniques municipaux (mise en place, maintenance et enlèvement de la signalisation appropriée en tant que de besoin).
- L'entreprise SNEF verrait sa responsabilité engagée dans les cas de défaut ou d'insuffisance de la signalisation.

Article 4 Les accès aux habitations seront toujours conservés pour les piétons.

Article 5 Le présent arrêté devra être porté à la connaissance des usagers des voies publiques concernées par affichage sur les lieux de chantiers.

Article 6 Le directeur général des services municipaux de la ville d'Auray, les services techniques municipaux, la police municipale, la gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- M. le directeur général des services municipaux de la ville d'Auray,
- M. le directeur des services techniques municipaux,
- M. le responsable du service bureau d'études, voirie et réseaux.
- M. le chef de la police municipale,
- M. le commandant de la brigade de gendarmerie d'Auray,
- M. le chef de centre du SAMU
- M. le chef de centre - centre de secours d'Auray,
- M. Le Président du Conseil Général – Service des Transports – Hôtel du Département – Rue St-Tropez – 56000 Vannes,
- M. Le Président de la Communauté d'Auray Quiberon Terre Atlantique – Service de gestion des déchets,
- L'entreprise FOSELEV ATLANTIQUE,
- L'entreprise SNEF.

AURAY, le 10 avril 2018
 Pour Le Maire
 Le conseiller municipal délégué
 Maurice LE CHAMPION

